

seignement de la langue seconde, et ce, pour une période de cinq ans commençant le 1er avril.

“Le programme, a dit le ministre, poursuit un double objectif: veiller, dans la mesure du possible, à ce que les Canadiens de l’une ou l’autre langue officielle aient la possibilité de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue, et veiller à ce que les écoliers canadiens aient la possibilité d’étudier, comme seconde langue, l’autre langue officielle du Canada.”

...Après le 1er avril 1974, la majeure partie de l’aide financière fédérale continuera de prendre la forme de paiements versés aux provinces, dont le montant sera calculé en fonction du nombre d’étudiants inscrits aux programmes d’enseignement de la seconde langue et du pourcentage de temps consacré à ces activités. En outre, une contribution fédérale représentant 1.5 p. 100 du coût annuel par étudiant sera versée aux provinces au titre des frais d’administration, et son montant sera calculé en fonction du nombre total d’élèves, dans chaque province, qui font partie de la minorité linguistique.

Le montant des contributions fédérales annuelles devrait se maintenir à peu près au même niveau qu’actuellement, pour la plupart des éléments du programme. Au cours des quatre dernières années, le coût moyen annuel de l’ensemble du programme s’est élevé à environ 70 millions de dollars, a déclaré M. Faulkner en ajoutant: “c’est par le système scolaire que nous parviendrons véritablement à reconnaître la réalité bilingue de notre pays. Si nous voulons voir le bilinguisme s’implanter avec succès, c’est dans nos écoles qu’il faut en établir la base...”

Études sur la mer de Beaufort

Le Gouvernement fédéral et l’industrie du pétrole ont convenu d’entreprendre un vaste programme d’évaluation écologique de la mer de Beaufort, dans l’ouest de l’Arctique canadien, avant le début des travaux de forage pétrolier et gazier prévus pour 1976. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord, M. Jean Chrétien, et le ministre de l’Environnement, M. Jack Davis, ont fait connaître les détails de ce programme.

Un groupe de 18 sociétés membres de l’Association des exploitants pétro-

liers de l’Arctique (APOA) qui détiennent des permis d’exploration pétrolière et gazière dans les eaux septentrionales ont accepté de fournir 4.5 millions de dollars, soit le coût de 21 études écologiques distinctes axées sur la mer de Beaufort. Ces études font partie d’un programme global dont le coût a été évalué à 5.5 millions de dollars et qui vise à réunir une grande partie des données de base en vue des forages d’exploration dont le programme est prévu dans la mer de Beaufort.

Comme M. Chrétien l’annonçait en mars dernier, les forages ne seront pas autorisés dans la mer de Beaufort avant l’été de 1976, ce qui laisse plus de deux ans pour poursuivre des études écologiques d’envergure. Le programme de recherches est destiné à doter le Gouvernement fédéral d’informations suffisantes pour permettre d’évaluer les répercussions écologiques qu’auraient, sur ce secteur, les forages pétroliers et gaziers exécutés à partir de navires ou de plates-formes flottantes.

Ce programme complète une série d’études qui ont porté sur les forages dans la mer de Beaufort, études pour-

suivies depuis quatre ans par les industries, sous les auspices de l’APOA, au coût de trois millions de dollars. Grâce à un programme mixte (État-entreprise privée) de formation spécialisée, les autochtones du Nord constituent un fort pourcentage de la main-d’oeuvre employée dans l’industrie pétrolière et gazière.

Les études visées par le nouveau programme portent sur tous les aspects de l’environnement arctique: poissons, mammifères marins, faune terrestre; océanographie physique et chimique, météorologie, étude du fond de la mer et autres recherches des effets possibles des marées noires dans les eaux couvertes de glace.

Dans un rapport rédigé l’an dernier, les autorités de la Commission géologique du Canada se montraient optimistes quant aux futures découvertes de pétrole et de gaz sous la mer de Beaufort. Selon les estimations, il y aurait six milliards de barils de pétrole et plus de 90 billions de pieds cubes de gaz naturel récupérables dans la région du delta du Mackenzie, dont environ la moitié sous le lit de la mer de Beaufort.



Photo: Université de Sherbrooke

Dans le cadre des efforts entrepris à l’Université de Sherbrooke en vue d’abolir les barrières architecturales, un téléphone public, situé à l’entrée principale du Pavillon central de l’Université, est désormais à la portée

des personnes qui doivent se déplacer en chaise roulante. Une salle de toilette ainsi qu’une entrée au niveau du sol ont également été spécialement aménagées pour les personnes handicapées.